

Monsieur Alain DESFOSSES
Président de la Communauté de Communes
à
Madame Elise OGER
22 rue du Guidon
60210 Halloy
et
Madame Camille Oger
46 allée du château
60130 Wavignies

Poix-de-Picardie le 10 novembre 2022

Affaire suivie par François FROIDURE

Objet : Remise en état site Crématorium pour animaux ZA de Poix de Picardie

Mesdames,

J'accuse réception de votre demande concernant une demande d'autorisation d'exploiter un crématorium pour animaux sur la ZA de Poix de Picardie. Ce crématorium sera soumis à Autorisation au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement pour la rubrique 2740.

Vous sollicitez notre avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation conformément à l'article R 512-46-4 du Code de l'Environnement. Nous vous rappelons que les dispositions à prendre pour préserver l'environnement restent de votre seule responsabilité ou de celle de la société qui reprendra l'autorisation d'exploiter.

Nous vous demandons de respecter les dispositions légales selon les prescriptions définies par les articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'Environnement.

L'exploitant de l'installation à la date de la cessation définitive de l'activité informera le Préfet trois mois avant la fermeture du site.

Il assurera la mise en sécurité du site et notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
- l'élimination et l'évacuation des déchets,
- la dépollution du sol et des eaux souterraines éventuellement pollués,
- l'interdiction d'accès au site ou aux installations pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes,
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement si nécessaire.

Tous les documents, rapports, études relatifs à la dépollution et mise en sécurité du site ainsi que les plans seront transmis à la CC2SO et au préfet. Ces documents seront accompagnés d'une proposition sur le type d'usage futur du site que l'exploitant envisagera de considérer.

La CC2SO donnera alors son accord ou non sur la proposition au regard des règlements d'urbanisme applicables à cette date, des besoins de la collectivité et du contexte économique du moment

Je vous prie de croire, Mesdames, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président,

Alain DESFOSSES

